

DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Conformément aux articles L.181-9 et L.181-10 du code de l'environnement, l'instruction de la demande d'autorisation environnementale comprend une phase d'enquête publique.

L'article R.123-8 du code de l'environnement précise le contenu du dossier soumis à l'enquête publique.

« 3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ; »

L'enquête publique est régie par la section 1 du chapitre III du Titre II du Livre 1^{er} des parties législative et réglementaire du code de l'environnement. Elle constitue l'une des 3 phases de la procédure d'instruction de la demande d'autorisation environnementale, s'insérant après la phase d'examen et avant la phase de décision.

Cette procédure est décrite sur le logigramme figurant à la page suivante.

A l'issue de cette procédure, le préfet du département de la Somme, autorité compétente, pourra prendre la décision d'autoriser le projet porté par la société DE RIJKE Picardie ou de le refuser. Cette décision sera notifiée par arrêté préfectoral.

« 5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ; »

Dans le cas présent, il n'a pas été procédé à un débat public ou à une concertation préalable.

« 6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance. »

Outre l'autorisation environnementale, la réalisation du projet d'extension du bâtiment logistique porté par la société DE RIJKE Picardie nécessite la délivrance d'un permis de construire (autorisation d'urbanisme).

LES ÉTAPES ET LES ACTEURS DE LA PROCÉDURE

